Le Président turkmène assoit son pouvoir

Description

Les derniers développements politiques au Turkménistan, depuis l'automne 2008, sont riches en réformes, élections et nominations ministérielles. Perdurent néanmoins le non respect de la séparation des pouvoirs et le caractère purement déclaratif des textes de lois qui ne sont pas appliquées.

La nouvelle session du Parlement turkmène (Medjlis) s'est ouverte le 9 janvier 2009 sur un discours du président Gourbangouli Berdymouhamedov, qui est aussi chef du gouvernement conformément à la précédente Constitution, comme à la nouvelle, adoptée le 26 septembre 2008. Il y a annoncé une prochaine refonte de la législation dans les domaines politique, social, culturel et économique (avec un passage à l'économie de marché).

Un nouveau Parlement sous contrôle présidentiel

Cette session a été la première depuis les élections législatives du 14 décembre 2008, auxquelles s'étaient présentés 287 candidats pour 125 sièges, au lieu des 65 fixés par l'ancienne Constitution. Outre le fait qu'elle prévoit donc cette augmentation du nombre de parlementaires, la nouvelle Loi fondamentale donne à ces derniers le pouvoir de la modifier et d'organiser des élections à tous les niveaux. De plus, la nomination des représentants (*khiakim*) du Chef de l'État dans les villes et les districts relève à présent de la seule prérogative de celui-ci. Selon l'ancienne Constitution, ils étaient élus par les organes locaux.

Bien qu'il ait annoncé, lors de son arrivée au pouvoir en décembre 2006, son intention de réformer le pays et d'observer le principe de séparation des pouvoirs, G. Berdymoukhamedov a manifestement conservé les rênes du pouvoir législatif, en « contrôlant le choix » du président du Parlement et en « recommandant » aux députés de constituer cinq comités (défense des droits et des libertés des personnes, sciences, éducation et culture, questions socio-économiques, relations internationales du Parlement et enfin travail avec les organes administratifs locaux) dont il a choisi les présidents.

Sous le régime précédent, tous les pouvoirs étaient détenus par le Conseil du Peuple (*Khalk Maslakhaty*) que dirigeait personnellement Saparmourat Niazov. Le Conseil a été dissous en septembre 2008, en vertu de la nouvelle Constitution. Les pouvoirs sont à présent, en principe, répartis entre le Président et le Parlement. De fait, la liquidation du Conseil du Peuple a transféré au Président davantage de pouvoirs, comme la nomination des membres de la Commission électorale, l'organisation de référendums, et la modification de la structure administrative du pays.

Pas de grandes espérances

Au sein d'une société qui n'attendait pas de changements radicaux, toutes ces réformes avaient soulevé un mince espoir. Celui-ci s'est effacé dès la tenue de la première session parlementaire. Ce relatif désenchantement s'est accentué avec la reconduction, sur proposition du Chef de l'État, de Akdja Nourberdyeva au poste de président du Parlement. Elle en avait été nommée présidente par intérim juste après le décès de S. Niazov en décembre 2006, à la place de Ovezgeldy Ataev qui aurait dû, selon la Constitution en vigueur, devenir le chef de l'État par intérim. Mais O. Ataev avait été arrêté et inculpé immédiatement après l'annonce de la disparition de S. Niazov.
Et ce, bien que la Constitution de 2008 (comme la précédente) prévoie que les députés présentent, à ce poste, un candidat choisi parmi leurs pairs. Le Vice-président du Parlement Kasymgouly Babaev a été, lui aussi, reconduit dans sa fonction.

Remaniement ministériel de janvier 2009

A la différence des précédentes destitutions prononcées en 2007-2008, celles de ce début d'année 2009 concernent entre autres deux membres du gouvernement déjà en poste sous S.Niazov, ainsi que Akmourat Khoudaïberdyev, proche de G.Berdymoukhamedov, et qui est son Attaché de presse.
Le 15 janvier 2009, lors de la réunion du Conseil des ministres, sont révoqués Khodjamourat Geldymouradov, vice-Premier ministre de l'Economie, Gourbandourdy Kakalyev, ministre de la Protection sociale (nommé vice-ministre en 2005), Resoulberdy Khodjagourbanov, ministre des Communications (nommé en 2001), Gourbannour Annaveliev, ministre de l'Energie et de l'Industrie (nommé en août 2007), Biachim Kerimov, président du Comité d'État au Tourisme et au sport, Annamoukhammet Moukhadov, président du consortium d'État de la filière coton *Turkmenkhlopok*.

Plusieurs responsables du secteur des hydrocarbures, qui ont rang de ministres ont été également remerciés. Parmi ces derniers, Gariagdy Tachliev, président du consortium d'État *Turkmenneft* (en poste depuis 2005) et Sapargeldy Djoumaev, président de l'entreprise d'État *Turkmengeologia*(nommé en avril 2006).
Du côté des responsables régionaux, Tcharyiarguly Oderberdiev, *khiakim* de la région de Lebap (en fonction depuis novembre 2007) est remplacé par Iagchimourad Iaïylov, ancien responsable du district de Atamurat.

Limogeage du ministre de la Défense

Lors de la réunion du Conseil d'État pour la Sécurité, le 21 janvier 2009, le président G.Berdymouhamedov a limogé le président du service de Surveillance des frontières, Baïram Alovov, et a accepté la démission du ministre de la Défense Agageldy Mammetgeldyev, officiellement pour raisons de santé. Tous deux sont d'« anciens » des « services de force » turkmènes, en poste sous S. Niazov (depuis 2003 pour A. Mammetgeldyev qui avait réussi à tenir alors que ses collègues ministres de l'Intérieur ne restaient pas en poste, souvent, beaucoup de plus de six mois). Ils ont été remplacés respectivement par Laïlym Berdyev et Mourat Islamov. L'ex-ministre de la Défense A. Mammetgeldyev avait aidé le Président Berdymoukhmedov à accéder au pouvoir après le décès de S. Niazov ; il est aussi l'un des inspirateurs de la dernière réforme militaire adoptée récemment par le gouvernement. Il pourrait avoir été désavoué par le Président à propos des combats qui se sont déroulés les 12-13 septembre 2008 à Achgabat. Plusieurs versions des faits ont circulé dans les médias, dont celle d'une opération des forces de l'ordre contre un groupe de narcotrafiquants, ou contre des membres de Mouvement Islamique de l'Ouzbékistan qui auraient été en relation avec des Turkmènes. Ces combats avaient provoqué la réunion du Conseil d'État pour la Sécurité (dont le Secrétaire était A. Mammetgeldyev), fait rare au Turkménistan.

La valse ministérielle de janvier 2009 serait l'expression de la rivalité grandissante entre les deux « éminences grises » que sont Viktor Khramov et Iousup Ichankoulyev. V. Khramov est un des principaux « idéologues » du régime, en charge des relations avec les médias, et aurait une influence importante sur le ministère des Affaires étrangères. Il aurait eu aussi, jusqu'à une date récente, une influence sur la politique de recrutement des fonctionnaires. Iou.Ichankoulyev contrôlerait les grands contrats de construction financés par l'État et signés avec des partenaires étrangers. Il aurait un rôle capital également dans la politique de recrutement des fonctionnaires et les derniers responsables nommés en janvier 2009 seraient issus de son entourage.

L'exil d'une partie de l'opposition et l'appauvrissement du système éducatif sous S. Niazov contribuent à la pénurie de hauts responsables de l'administration turkmène. Les derniers nommés n'avaient encore jamais exercé de fonction à la tête de l'État. Parmi les critères de recrutement, déjà en vigueur sous le régime de S. Niazov, celui de l'appartenance clanique n'est pas des moindres. Ces nouveaux responsables seraient liés au Président par des relations parentales plus ou moins lointaines, ou membres de réseaux proches: plus de la moitié des ministres et des responsables de services sont issus des districts de l'ouest de la région de Ahal, tout comme l'actuel Président G. Berdymoukhamedov.

* Alexandra MJEDLOVA est consultante indépendante

Vignette : turkmenistan.gov.tm

Retour en haut de page

date créée
01/03/2009
Champs de Méta
Auteur-article : Alexandra MJEDLOVA